

iKNOW Politics a organisé une discussion en ligne sur la participation politique des femmes dans les pays en (post) conflit et leur rôle dans les négociations de paix.

La discussion s'est poursuivie pendant une période de 3 semaines et a reçu des contributions de 18 membres sur divers pays, y compris l'Afghanistan, l'Argentine, Chili, Colombie, l'Inde, l'Irak, l'Irlande du Nord, Guatemala, Kenya, Kosovo, Maroc, Namibie, Nicaragua, Nigeria, République démocratique du Congo, Rwanda, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Syrie et Ouganda.

Cette discussion s'est tenue du 10 octobre au 6 novembre 2013.

MESSAGE DE LANCEMENT :

« Peu importe où il y a un conflit, les femmes doivent toujours faire partie de la solution » -
Michelle Bachelet

Les femmes doivent être autorisées à participer aux négociations de paix ainsi que faire partie du processus de transition après un conflit. Pourtant, les femmes sont trop souvent négligées et ignorées et leurs opinions et leurs voix sont mis de côté. Néanmoins, les décisions prises au cours de ces périodes affectent concrètement la vie des femmes et des filles, il est donc temps de reconnaître le rôle et le pouvoir des femmes dans le processus de paix et dans l'avenir des pays post-conflit. Heureusement, tout au long de l'histoire, il y a eu des femmes courageuses, capables de laisser leur marque politique dans la transition de leur pays à la paix qui peuvent servir d'exemples pour les femmes à travers le monde.

Q1: Quelles mesures peuvent / devraient être mis en place pour garantir la participation politique des femmes dans les pays post-conflit?

Q2: Avez-vous des exemples de cas où la participation des femmes a amélioré un processus de paix?

Q3: Que peuvent les femmes politiques faire pour garantir leur siège à la table des négociations? Que pensez-vous que les femmes peuvent offrir dans ces situations?

Introduction

Dans les quatorze ans après la fin de la guerre froide, du 1990-2004, il y a eu 60 conflits dans le monde et les femmes ont été les dernières à être appelées à la table des négociations et continuent à avoir une participation minoritaire dans les négociations sur la paix et la sécurité, sauf dans certains cas comme l'Irlande du Nord, le Guatemala, la République de Somalie, etc. Mais quelles que soient les exceptions les femmes continuent à recevoir moins d'attention que les hommes dans les négociations de paix, du désarmement et de la reconstruction post - conflit.

En 2000, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité pour réaffirmer le rôle important des femmes dans la prévention et la résolution des conflits, les négociations de paix, consolidation de la paix, maintien de la paix, l'action humanitaire et reconstruction post- conflit. La résolution souligne également l'importance de l'égalité de participation des femmes et la pleine participation de leurs efforts pour le maintien et la promotion de la paix et de la sécurité. Cette résolution exhorte tous les acteurs à accroître la participation des femmes et intégrer les perspectives de genre dans tous les efforts de paix et de sécurité de l'ONU [\[1\]](#) .

La résolution 1206 des Nations Unies, récemment adopté en 2013, attire de l'attention sur l'importance d'une approche globale de la justice transitionnelle dans les conflits armés et les situations d'après-conflit, qui englobe l'ensemble des mesures judiciaires et non judiciaires et exprime son intention d'employer, le cas échéant, tous les moyens à sa disposition pour assurer la participation des femmes dans tous les aspects de la médiation, la récupération post-conflit et la consolidation de la paix [\[2\]](#) , entre autres dispositions. Cependant, la mise en œuvre de ces résolutions par ses signataires est encore lente, si inexistante. Les femmes sont encore principalement les victimes de conflits; leurs voix sont encore oubliées après le fait et leurs besoins dans les pays post-conflit souvent ignorés.

Il y a des conflits dans le processus de négociation pour la paix et nous pouvons voir l'absence des femmes dans ces processus de paix comme au Pays Basque, le conflit entre le Maroc et le Sahara occidental et le conflit en Syrie [3]. La participation des femmes en politique et dans les négociations de paix est largement influencée par la nature de la situation post-conflit. Dans les contextes post-conflit, tels que le Libéria et le Rwanda, les femmes qui ont joué des rôles clés - formelles et informelles - dans la résolution des conflits ont pu obtenir un rôle formel dans les négociations de paix. Alors que dans un contexte comme l'Irak, la représentation et la participation des femmes continuent d'être contestée en raison de la situation de sécurité et d'une augmentation de la violence sectaire et les vues religieux extrêmes. Les femmes qui veulent participer activement aux négociations de paix officielles doivent se faire désigner par leurs partis politiques [4].

Les femmes devraient avoir les mêmes chances que les hommes de représenter leur pays dans tous les forums internationaux qui traitent de ces questions et, en particulier, dans les réunions tenues dans le système des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité, ainsi que dans toutes les conférences de paix. Les gouvernements devraient également prendre des mesures pour faciliter cette participation par des moyens institutionnels et de l'éducation, avec une attention particulière au cadre politique qui transforme les femmes en participantes concernées dans les pays en conflit. Les femmes doivent avoir un rôle stratégique dans l'ensemble du processus de paix, des négociations et des accords de paix à la reconstruction politique et économique de la structure étatique et sociale. La participation des femmes peut garantir la mise en œuvre d'une perspective de genre dans les décisions de négociation de paix [5].

Ci-dessous vous trouverez les contributions de nos membres à ce débat divisé par les questions qui ont été soulevées en ce qui concerne la participation politique des femmes dans les pays sortant d'un conflit et leur rôle dans les négociations de paix.

Q1: Quelles mesures peuvent / devraient être mis en place pour garantir la participation politique des femmes dans les pays post-conflit?

Dans cette section, nous avons enregistré les suggestions de nos utilisateurs sur le sujet de mesures visant à garantir la participation politique des femmes dans les pays sortant d'un conflit:

« Les mesures nécessaires seraient la mise en œuvre de la législation pertinente et l'importance de la participation des femmes dans les gouvernements locaux [\[6\]](#) ».

« Mesures d'action positive, dans le cadre des politiques de l'Etat en faveur du développement humain des femmes dans chaque pays, ce qui réduit les interférences et le contrôle de l'État et les citoyens à se conformer. Les quotas par sexe avec la non-reconnaissance des institutions qui ne respectent pas le quota, la promotion de leadership et le soutien financier, entre autres sont jugé essentiels [\[7\]](#) ».

« En vue d'assurer l'inclusion des femmes dans le processus global de construction de la paix dans un contexte de post-conflit et leur participation dans les processus politique, il est important de concevoir premièrement des paramètres de l'inclusion et de se conformer aux règlements et règles qui permettent l'inclusion des femmes. L'ONU a une responsabilité historique en faisant le cadre de post-conflit sensible aux processus et les règlements de construction de la paix. Il est évident que le système a échoué aux femmes dans plusieurs tentatives d'inclusion dans les différents États sortant d'un conflit, comme le **Soudan**, le **Congo**, et, dans une moindre mesure, en

Somalie

, etc. La responsabilisation est bien nécessaire pour garantir l'inclusion des femmes et les actions affirmatives sont ainsi nécessaires pour aider les femmes à participer à la construction d'États. Les acteurs internationaux, notamment les Nations Unies, ne devraient pas soutenir un accord de paix qui exclut les femmes, et doivent appliquer des mécanismes et règlements fermes pour garantir la participation des femmes

[\[8\]](#)

... et je voudrais ajouter un point qui me paraît essentiel dans la prise de rendre l'inclusion des femmes possible et effective, qui est la question du financement. Les femmes politiques doivent être économiquement autonomes dans le but de rivaliser les hommes avec un pied d'égalité. Le manque de financement et la pauvreté des femmes réduisent la capacité d'apporter plus de

femmes en jeu. Nous savons que la pauvreté a un visage féminin et sans aborder les questions de disparités économiques nous ne pouvons pas utiliser efficacement le style et la structure des femmes dans la politique ou les processus de paix.

Nous devrions adopter ou adapter des stratégies spécifiques qui peuvent assurer le financement et le soutien à l'intégration des femmes. Sans un soutien économique solide les femmes ne peuvent pas rivaliser dans un environnement inégal où la richesse est essentiellement monopolisée par quelques-uns qui sont en fait majoritairement des hommes.

En dehors de la volonté et de l'action positive nécessaire, les sources de financement doivent être garanties pour les femmes.

Nous espérons que le financement pourrait être considéré comme le point principal en incluant les femmes dans les processus politiques globaux et compte tenu de la plus grande attention par les acteurs internationaux de l'ONU et d'autres [\[9\]](#) ».

« Garantir la participation politique des femmes dans les pays sortant d'un conflit implique un nouveau départ. Beaucoup de pays déchirés par des conflits ont déjà soit faible participation politique des femmes ou le rôle des femmes en politique est insignifiant. Ce qui est important est la position des femmes dans la situation pré-conflit, parce que cela peut servir de tremplin pour un engagement politique plus actif après les conflits. Après tout, «post- conflit» peut être symbolique de «nouveaux» et «révolutionnaire». Il peut créer de nouvelles possibilités pour les femmes d'affirmer leur place dans le champ politique. Cependant, si nous laissons l'engrenage dans les mains des hommes, la participation politique des femmes ne peut pas être garantie, malgré leurs grandes contributions à la stabilité. Il est, après tout, un phénomène historique qui, après que la paix a été atteinte, les femmes sont redirigés vers la cuisine. Les femmes devraient créer des opportunités et tirer parti des possibilités de post-conflit existant pour établir leurs positions politiques; elles devraient lancer des réseaux et organisations de femmes; elles devraient utiliser les possibilités de contester les systèmes juridiques biaisés par le genre et revoir les lois et les politiques; elles devraient profiter de l'élan pour être prêtes avec l'ensemble de leurs demandes et d'assurer que les femmes dirigeantes fortes sont là pour prendre celles de l'avant [\[10\]](#) ».

« Alors que l'espace des femmes aux tables de décision pendant les efforts de reconstruction post -conflit a toujours été absent ou marginal, aujourd'hui un nombre croissant de femmes et les groupes de femmes prennent conscience de l'importance de leur participation active et leur contribution au processus de paix. Une mesure importante que les femmes utilisent pour garantir leur présence est de faire campagne pour l'adoption de quotas pour les femmes, tant au cours de gouvernements de transition, ainsi que les gouvernements nouvellement développés, en particulier les organes législatifs. Ces quotas ont aidé les femmes à exprimer leurs revendications et les intérêts pendant le processus de reconstruction dans des pays tels que l'**Afghanistan**, le **Rwanda** et l'**Ouganda**, entre autres.

Cependant, telles adoptions de quotas de genre sont souvent plus portées au crédit des efforts des organisations internationales et régionales de l'ONU et d'autres, plutôt que les efforts de pression et campagne des mouvements et des groupes de femmes nationaux. Alors que la communauté internationale joue un rôle clé dans l'adoption de ces mesures dans les pays post-conflit, il est important de reconnaître aussi les propres efforts de femmes, et dans la mesure où ces demandes ont été soutenues par la base et les organisations de la société civile, plutôt que de simples mesures descendantes tel que recommandé par les organismes des Nations Unies et d'autres. En effet, il a été grâce à l'appui domestique pour les femmes dans les processus de paix que les actions des femmes dans la plupart des endroits ont augmenté suite à l'adoption de quotas.

Pour une analyse des acteurs et des facteurs qui méritent notre attention dans l'adoption de quotas de femmes dans les contextes post-conflit, je vous recommande l'article récemment publié : «Gender Quota Adoption in Postconflict Contexts: An Analysis of Actors and Factors Involved » par Mona Tajali, dans le Journal of Women, Politics and Policy (*disponible uniquement en anglais*)

<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1554477X.2013.820115>

#UngD4HBwpQI

[\[11\]](#)

».

« Le cadre constitutionnel colombien soulève la paix comme un droit fondamental et un devoir obligatoire et approuve l'incorporation des principes découlant de l'admission des instruments de protection des droits de l'homme. Dans ce contexte, ceux relatives à la participation des

femmes dans les processus de négociation, de la consolidation et du maintien de la paix, de la reconstruction post-conflit et de sa contribution au développement, sont essentiels pour arriver à un compromis suivi de l'action par l'Etat et les différentes formes d'organisation, d'action et d'expression de la société civile.

Dans l'élaboration du point dessus, la **Colombie** dispose d'un cadre de politique globale qu'explique le devoir de l'Etat de protéger les droits des femmes dans les affectations et les scénarios de conflits armés, assurant leur participation efficace dans la construction de la paix, malgré la persistance d'importantes lacunes dans sa mise en œuvre, ainsi que les expressions de discrimination et de violence structurelle contre les femmes dans les espaces publics et privés.

Sur la base de ce qui précède, le système des Nations Unies en Colombie (SNU), conformément à son mandat d'appuyer la participation des femmes dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix, conformément aux résolutions 1325, 1820, 1888 et 2106, en réponse aux demandes formulées par des officiers des négociations de paix et les commissions du Congrès de Colombie, a soutenu le processus de consultation publique sur les axes de l'accord pour mettre fin au conflit, et à cette fin, a encouragé et assuré une large participation et représentation des femmes dans ces espaces [\[12\]](#) ».

« Ça ne fait que 16 ans que [la **Guatemala** a] signé un accord de paix, ou pour mieux dire une trêve de guerre, et les mesures destinées à établir ou assurer notre participation sont en cours de création, mais attendent l'approbation du Congrès de la République du Guatemala d'un accord assurant des quotas pour la participation politique des femmes. Au Guatemala, comme dans de nombreuses régions du monde, les femmes occupent des niveaux naissants de participation qui ne permettent pas de réelles opportunités en matière de participation politique. Je ne veux pas passer sous silence que, chaque jour, nous, les femmes de mon pays contribuons socialement, mais nous n'avons toujours pas de mesures efficaces pour faire entendre nos voix. ONU Femmes au Guatemala cherche à faire le gouvernement respecter les résolutions de l'ONU, tels que 1325 et la dernière, 2106, qui met l'accent sur la participation politique des femmes, la paix et la sécurité qui, je crois, devrait entrer en vigueur en termes réels [\[13\]](#) ».

« Les groupes de femmes devraient être renforcées; groupes, comme le groupe Umu Ada [**Nigeria**]. Ce groupe est constitué de toutes les femmes nées dans le village. Certains sont mariés en dehors du village et certains sont mariés dans le village. Certaines femmes sont mères célibataires, divorcées ou célibataires et conservent leur place dans la maison de leur père. Les âges vont de 25 ans à la femme la plus âgée, vivante et née de ce village. Les femmes âgées de plus de 60 ans sont les plus respectées dans leur jugement quand il y a un blocage chez les hommes. Cela est plus évident dans les situations où la femme a un caractère exceptionnel dans le village comme n'étant pas moralement corrompue et a été une figure maternelle pour beaucoup. Mon défunte grand-mère de mon ex-mari était l'une de ces dernières. Elle était originaire de la ville appelée Olokoro dans le Vieux-Umuahia, mais a été mariée dans un village appelé Umuobutu. Même si elle n'était pas de la place de son mari, elle était très respectée. Son conseil sur le conflit intertribal était reçu comme la décision finale à suivre. Elle a donné comptes de questions que son mari, qui était le chef, avaient fait et on l'a cru. « Da », comme elle a été surnommée était aimée et respectée pour sa sagesse, ses connaissances et sa capacitation de faire la paix. Malheureusement, elle est décédée à l'âge de 130 ans. Je crois que ces femmes existent encore et leur rôle dans la prise de la paix doit être souligné. Bien que les groupes Umuada aient été corrompus à un certain degré, avec un peu de conseil et d'éducation sur les principes fondamentaux de la justice, je crois que les groupes qui travaillent avec les groupes de réunions d'août des femmes pour femmes mariées assureront que la paix règne. Après tout, les hommes en question sont leurs maris, fils, frères, pères, parents, etc.

[\[14\]](#)

»

« Le **Pérou** a vécu un conflit armé extrême entre 1980 et 2000. Le cadre institutionnel et l'organisation du peuple et des dirigeants qui ne se reconnaissent pas dans le groupe Sendero Luminoso ou avec les représentants de l'armée ont été annihilés. Après le conflit, la Commission de Vérité et Réconciliation a été formée, chargée d'enquêter et de documenter ce qui s'est passé pour faire connaître les causes à la population et pour que l'histoire ne se répète pas, et pour que les victimes soient indemnisées. Bien que initialement la participation organisée des femmes, en particulier les victimes, était presque inexistante, suite à la profonde souffrance que cette guerre avait laissé dans les zones touchées, un leadership féminin de reconstruction a émergé. Le soutien des ONG, entre autres, a été important dans la formation et le développement des organisations de femmes au développement dans cette nouvelle étape, qui sans aucun doute sont améliorées et chaque jour ont une participation sur l'amélioration de processus de paix. Il est gratifiant de voir que les femmes, la moitié de la population, prennent de plus en plus des décisions participatifs qui affectent leurs vies. Également au cours des dernières années des centaines de conflits sociaux majeurs sont liés à l'exploitation minière et

les intérêts des personnes touchées de mon pays. Dernièrement des tables de négociations ont été formées pour leur règlement mais ceux-ci n'incluent pas explicitement les organisations de femmes, ce qui est une grave lacune [\[15\]](#) ».

« Certaines pratiques peuvent constituer un abus dans les sociétés où les violations des droits de l'homme viennent sous la forme de persécution politique ou oppression. Cela est particulièrement le cas en ce qui concerne les abus contre les femmes, qu'ils soient domestiques ou publiques. Pour créer le changement et construire les fondements de la compréhension et du respect pour les droits de l'homme, un processus long et globale est nécessaire. Il exige également un leadership politique, une législation forte et des mécanismes efficaces pour forcer le respect, avec une éducation et une sensibilisation dans la communauté et dans les institutions religieuses, les écoles et les lieux de travail et dans les médias.

Les défis post-conflit sont nombreux. Dans la période après la guerre, les sociétés et les dirigeants politiques ont souvent l'occasion non seulement de réfléchir sur les ravages de la guerre et les violations des droits de l'homme, mais ils peuvent aussi s'engager à trouver des politiques et des valeurs pour prévenir les atrocités récurrentes. Souvent, les groupes de la société civile sont plus facilement mobilisés et engagés dans la tâche de corriger les erreurs du passé, donc, le rôle des femmes est essentiel puisque nous sommes les acteurs les plus vulnérables.

Les politiques et les mécanismes juridiques internationaux continuent de se déplacer en faveur de l'inclusion des femmes. Les gouvernements nationaux, les organisations multilatérales, les institutions financières et les organisations régionales reconnaissent l'importance de la participation des femmes à tous les niveaux des processus de paix. Ces politiques garantissent la reddition de comptes par les gouvernements dans l'inclusion des femmes dans les processus de paix [\[16\]](#) ».

- « - L'utilisation de quotas garantit la représentation des femmes dans les processus politiques;
- Les accords de pré-négociation devraient inclure la condition que les femmes doivent être

inclus dans les discussions afin de légitimer le processus politique et l'accord qui en résulte puisque les femmes représentent une proportion importante de la population;

- Les efforts soutenus de plaider par des OSC et d'autres groupes de soutien pour inclure les femmes;

- Quelqu'un ici a dit que l'ONU ne devrait pas accepter de participer aux discussions qui n'ont pas une représentation adéquate des femmes. Je suis d'accord avec cela. En outre, l'ONU devrait donner l'exemple et inclure les femmes dans leurs équipes de médiation, à savoir donner l'exemple;

- Comme mentionné précédemment, fournir un appui technique et financier aux femmes pourrait certainement faciliter leur participation aux négociations de paix. L'appui technique peut être fourni par des experts. Le soutien financier est important surtout lorsque les sites des négociations de paix sont loin et coûteux et donc peut-être trop coûteux pour les femmes à participer;

- Fourniture de sécurité pour les femmes, par exemple dans un contexte comme l'Irak, où il y a des rapports d'assassinats, des meurtres d'hommes politiques, on a besoin d'embaucher de la sécurité personnelle pour eux-mêmes et parfois des membres de leur famille;

- Enfin, depuis des discussions avec les femmes politiques, l'inter-connectivité est important ainsi que comme avoir les dernières informations. Un grand nombre de négociations de paix sont conclus avant que les intervenants s'assoient à la table. Les décisions sont prises « dans les couloirs » et approuvées et officialisées à la table. Les femmes ont besoin de comprendre les règles du jeu, qui malheureusement sont basées sur des connotations masculines, et ont besoin d'identifier des alliés masculins qui sont en faveur de l'autonomisation des femmes. Avec le temps, ces règles changeront avec l'augmentation de de femmes en politique et seront en mesure d'influencer les processus et d'aboutir à des décisions qui appuient l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes [\[17\]](#) ».

Q2: Avez-vous des exemples de cas où la participation des femmes a amélioré un processus de paix?

« Les femmes, sommes des médiateurs de conflit par nature ; nous sommes toujours à la recherche de la paix et l'harmonie. C'est pourquoi je suis convaincue que dans la mesure où plus de femmes participent dans la politique, l'histoire des conflits sera différente. Au **Nicaragua**,

nous sommes bénis d'avoir toujours vivant une grande femme qui est devenu président de ce

pays en mettant fin à une guerre très sanglante de près de plus de 10 ans. En tant que femme, elle a provoqué un dialogue de paix et a permis à un peuple blessé la possibilité de renaître, de rêver à nouveau. Cette femme a redonné la foi et de l'espoir à un peuple, et a envoyé un message au monde que la paix était réalisable. Je sais que peut-être il y avait beaucoup de facteurs qui ont contribué à rendre cela possible, mais je suis convaincu que le simple fait qu'elle soit une femme, une épouse et une mère a ému et a motivé les hommes et les femmes à se battre avec foi et de l'espoir pour parvenir à la paix de notre pays. Donc, le Nicaragua est fier d'avoir eu Violeta Chamorro en tant que présidente

[\[18\]](#)

».

« Au **Libéria**, en raison de la présence des femmes dans les négociations de paix, un accord de paix a été conclu et des éléments sur l'équilibre des sexes dans les institutions gouvernementales ont été inclus dans l'accord de paix [\[19\]](#) ».

« Dans quelques pays, les femmes ont pris des mesures audacieuses pour contribuer aux négociations de paix, comme au **Kenya**, à l'**Ouganda**, au **Rwanda**, en **Namibie**, en **Somalie**, etc... Historiquement les femmes ont également joué un rôle de premier plan dans les négociations de paix entre les différents clans, des familles et des communautés. Il existe de nombreuses études sur le sujet et quelques organisations ont été créées récemment pour divertir ce sujet (par exemple: Global Network of Women Peacebuilders)

[\[20\]](#)

».

« En **Inde**, dans l'état nord-est du Manipur, plus de 10.000 personnes sont mortes en raison de la violence armée. Le Réseau des femmes de Manipur, les survivantes du conflit armé, a été créé par des femmes pour guérir les blessures causées par la violence armée dans leur communauté. Le Réseau parraine l'éducation et soutient les enfants des survivants et sensibilise sur les effets de la violence armée dans la communauté.

Réformes dans le secteur de sécurité:

Dans le conflit libérien, la première unité paramilitaire entièrement composée de femmes de l'Inde a été un succès, c'est pourquoi leurs six premiers mois de déploiement ont été étendus à une année complète de service. Les femmes font partie de la politique de la réserve centrale de l'Inde et ont acquis une expertise dans les conflits, comme au Cachemire et au nord de l'Inde. L'unité a offert des tentes pour les cadets de la police libérienne et a également exécuté des raids contre les stupéfiants. Le chef de l'unité, l'inspecteur général adjoint, Seema Dhundia, a indiqué que sa présence a entraîné une augmentation du nombre de volontaires pour les forces nationales de sécurité libériennes [\[21\]](#) ».

« Même si les femmes ne sont pas considérées comme des acteurs directs dans les dialogues de paix, l'histoire montre qu'elles ont réussi à participer de façon créative et ont apportées des initiatives d'amélioration au processus. Par exemple au **Sri Lanka**, en **Ouganda**, au **Kosovo**, au

Chili

et en Argentine, où les Commissions de la vérité existaient, les femmes n'ont pas s'arrêter jusqu'à ce qu'elles se fassent entendues et partie de ces commissions. Le même se passé dans mon pays, en

Colombie

[\[22\]](#)

».

« La société devrait avoir une mémoire photographique de la participation des femmes à travers l'histoire, comme en Colombie, de grandes femmes de notre histoire, Manuela Beltran et Policarpa Salvarrieta. J'espère que les nouvelles politiques nous incluent dans leurs processus, c'est ce que nous espérons dans le processus de paix en Colombie, que les femmes participent [\[23\]](#)

».

« [En **Somalie**] plus de 1000 jeunes âgés entre 18-25 ans ont été sauvés de la tristement célèbre milice Al Shabbab par les membres de la SWA après avoir exprimé leur intérêt à quitter le groupe. Dans la guerre civile somalienne les femmes se trouvent au centre des conflits entre leurs fils, maris et parents. Les conférences pour la consolidation de la paix au Somaliland, dans Borama et de Sanaag (1993) et Hargeisa (1996), n'auraient pas eu lieu sans le lobbying collectif des femmes sur les anciens pour qu'ils interviennent pour mettre fin aux conflits.

L'Organisation IIDA Développement des Femmes de Merca. En 2007 IIDA a lancé l'Agenda des femmes somaliennes (SWA, reliant les femmes somaliennes dans la diaspora avec ceux du pays. Les femmes du Réseau de Femmes Pionniers pour la Paix et la Vie, connue sous le nom HINNA, sont devenues les «pionniers de la paix», en organisant des campagnes pour la paix et avec l'aide du respect qu'elles ont gagné comme des combattants pour intervenir avec des milices et des seigneurs de guerre à désamorcer les tensions dans les moments critiques à Mogadiscio. Dans la conférence d'Arta à Djibouti et la conférence Mbgathi au Kenya, les femmes ont fait des incursions avec leur participation et leur représentation [\[24\]](#) ».

Q3: Que peuvent les femmes politiques faire pour garantir leur siège à la table des négociations? Que pensez-vous que les femmes peuvent offrir dans ces situations?

« Les femmes doivent être habilitées et doivent participer... Nous devons être impliqués dans le processus, car la question est basée sur l'importance que nous pouvons transmettre des perspectives du point de vue du genre, de l'égalité et des agendas locaux. La participation des femmes est une condition préalable à l'autonomisation de la construction de cette société démocratique, basée sur les processus de l'égalité, de la justice et des droits, quand il s'agit d'un processus de paix [\[25\]](#) ».

« En politique, les femmes doivent aller plus loin pour se prouver comme des politiciens capables à leurs propres partis politiques et au public.

- Il y a de la force dans les nombres donc beaucoup de lobbying et de plaidoyer est nécessaire par les femmes politiques et soutenu par les femmes militantes et les alliés masculins;

- Interconnecter et la compréhension de la dynamique du contexte politique pour tirer parti des opportunités, c'est à dire prenant la parole sur les questions relatives au processus de paix. Cela donne de la visibilité aux femmes politiques;

- Présenter et défendre les questions qui répondent aux besoins des différents segments de la population et pas seulement les problèmes des femmes;

- Utiliser les médias. Les femmes devraient avoir des contacts avec les médias et travailler avec eux pour s'assurer qu'elles obtiennent une couverture pour leurs efforts de consolidation de la paix.

Les femmes ont beaucoup à offrir dans les questions qui sont abordées et incluses dans les accords de paix, ce qui conduira le processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État. L'inclusion des femmes est donc essentielle [26] ».

« Garantir un siège pour les femmes sur la table de négociation implique tout d'abord d'avoir ce siège. Et nous sommes conscients du fait que très peu de femmes occupent ce siège. Occupation de ce nouveau siège ne signifie pas qu'il sera durable et que les femmes à venir vont continuer à occuper ce siège. Il reste un combat, une lutte pour obtenir le droit à ce siège. Les quotas peuvent offrir parfois une solution: une solution fragile. Parce que les quotas peuvent, d'une part, aider les femmes à obtenir ce siège, mais en revanche, être utilisé comme un cadeau, une marque pour demander de la loyauté. Alors, quelle est la solution permanente pour que les femmes obtiennent leur siège et y restent? »

Nous parlons souvent de genre mais ne parvenons pas à comprendre l'approche de genre aux situations. L'accent reste trop sur les femmes que les solutions manquent souvent d'être sympathiques aux besoins et la participation des hommes. En d'autres termes: pour assurer que les femmes occupent un siège dans les comités de paix, il est essentiel que les hommes soient plus actifs que les femmes dans la promotion de la participation des femmes. Ce n'est pas seulement la mauvaise perception du genre étant égale à «femmes» qui a créé beaucoup trop de contrecoups, il est aussi l'accaparement des femmes dans ce domaine qui crée une résistance chez les hommes à l'accepter comme un véritable outil d'égalité.

Pour garantir l'émancipation des femmes et l'égalité de la représentation, **l'émancipation masculine** est en fait la clé, sinon nous continuons à tourner en rond. Les temps changent alors il faut changer les perceptions. Initiatives pour et par les femmes ne sont pas la solution.

En bref: pour garantir le succès et DURABILITÉ de la position des femmes aux tables de négociation, l'objectif principal doit être de veiller à ce que ça vienne des hommes, des hommes qui comprennent, qui sont ouverts et visent à travailler ensemble de manière équilibrée entre les sexes. Ce que les femmes peuvent faire est de diriger le programme sur le genre vers une nouvelle approche, une approche où les hommes trouveront aussi leur place. Focus sur la

façon d'obtenir des hommes dans l'ensemble.

Et bien sûr, les femmes peuvent continuer à faire progresser les femmes capables aux tables de négociation, offrir de la formation et de conseil et d'utiliser leur réseau et leur organisation pour obtenir la meilleur candidate pour le poste [\[27\]](#) ».

« Dans le contexte ci-dessus et le but du développement des négociations de paix autour des axes de « l'Accord général pour mettre fin au conflit et construire une paix stable et durable » signée entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC - EP), le processus de paix et de transition en **Colombie** est une occasion unique d'attaquer les causes structurelles de l'inégalité et de la discrimination émergents du conflit violent et, par conséquent, la possibilité de positionner l'agenda des femmes dans le contexte du processus est essentielle non seulement pour l'impact que le conflit armé a apporté dans l'exercice des droits des femmes, mais sans la participation des femmes, tenant compte de leur contributions historique à la consolidation de la paix, la légitimité du processus lui-même et la durabilité de ces accords est mis en risque.

La participation des femmes dans ces domaines de la consultation publique, basé sur leur expérience historique dans la construction de la paix et de la réconciliation dans le pays, démontre la capacité des femmes à fournir des solutions pacifiques aux conflits concrets, bien que, cette capacité contraste au fait que la résolution des questions de genre et les droits des femmes ne faisaient pas partie de l'ordre du jour des négociations de paix et n'ont donc pas été une priorité dans les accords partiels réalisées à ce jour.

En conséquence, et après le rôle actif de l'ONU dans les forums nationaux qu'ont été réalisés dans le pays, en consultation avec la société civile pour assurer la représentation et la participation des femmes, des organisations de femmes, après le relèvement de requêtes au Bureau du Haut-Commissaire pour la paix, ont proposé à l'ONU Femmes de prendre en charge l'organisation d'un sommet où les femmes d'origines diverses, avec points de vue et expériences politiques régionales de consolidation de la paix et des actions de neutralité active

dans le cadre du conflit, aient l'occasion de dialoguer et de construire des propositions sur les défis qui doivent être abordés à un possible scénario après les accords partiels pour mettre fin au conflit.

ONU Femmes, en coordination avec le Bureau du Coordonnateur résident humanitaire, a partagé cette demande à tous les organismes du système des Nations Unies en Colombie et se sont engagés à soutenir la mise en œuvre du Sommet à l'initiative des organisations de femmes, selon les critères qui régissent leur travail d'accompagnement des processus de construction proposés autour de la paix et de post-conflit relatif au respect des principes d'équité, de diversité et de pluralisme.

Le Sommet des Femmes reprendra les contributions que les femmes ont apportées aux 5 points de l'ordre du jour des négociations de paix entre le gouvernement colombien et les FARC, aussi dans les forums nationaux (l'agriculture, la participation, les drogues illicites) comme dans les négociations régionales organisées par la Commission de la Paix par le Congrès, en vertu des propositions autour des enjeux et des mécanismes de contre-terrorisme, de l'exécution et de la vérification des ententes sur le développement agricole global, de la participation politique, de fin de conflit et pour une solution au problème de l'abus de drogues et ses victimes. En ce sens, nous, les femmes, espérons contribuer non seulement au processus en cours, mais d'apporter une contribution active à une éventuelle négociation de paix avec l'ELN (une autre organisation de guérilla).

En Amérique latine et dans les Caraïbes il y a eu des progrès dans la participation des femmes aux processus de paix, mais il y a un manque général de connaissance de la résolution du Conseil de sécurité qui encourage la participation des femmes dans la prévention et la résolution des conflits [\[28\]](#) ».

La **Republique démocratique du Congo** « est catégorisé parmi les pays post conflits, mais les conflits armés continuent encore aujourd'hui à l'Est, conflits que la RDC est déterminé à finir, avec le concours de la SADC et des Nations Unies. La participation politique de la femme nous semblait très éloignée car la guerre constituée un grand frein à la reconstruction de notre pays, mais la femme n'a pas croisé les bras, bien qu'absente dans les négociations politiques, elle a continué à faire son lobby, de parler pour la fin des atrocités à l'Est, a parlé haut et fort sur sa place dans la gestion du pays. Beaucoup des stratégies et actions étaient menées pour

atteindre le pouvoir politique. Bravo, la femme congolaise a gagné le pari, présente massivement dans les concertations nationales organisées par le Président de la République, qui a affirmé en termes claires la participation de femmes dans toutes les institutions à au moins 30% ainsi que la réservation d'un siège sur trois à la femme. Une grande victoire sur la longue lutte, que la femme congolaise a menée depuis les années

[\[29\]](#)

».

« Les femmes doivent apprendre à travailler ensemble... à obtenir un consensus entre elles avant d'approcher les hommes. Les hommes ne pourront pas toujours dicter le chemin par de leurs capacités financières. Nous devons travailler sur nous et de cette façon faire les hommes venir à nous. Nous devons nous renforcer mutuellement afin que nous puissions tous avoir un certain niveau d'indépendance économique quand les hommes viennent avec leur argent pour nous tester. Notre énergie doit venir de notre engagement envers ce qui est bon pour l'humanité, notre passion en tant que mères et filles est nécessaire pour assurer que la justice règne. Alors seulement après ça pouvons-nous parler à la table des négociations. Plus important encore, nous devons mettre notre meilleur pied devant. Les femmes que nous envoyons aux négociations doivent être intelligentes et si possible plus intelligentes que les hommes. Elles doivent être capables de tenir leur propre chemin [\[30\]](#) ».

« Les femmes politiciennes doivent prendre le leadership de la population et des représentants des droits et / ou devenir médiatrices avec le soutien des femmes, surtout si elles ont des fonctions publiques, face à des obstacles comme l'intimidation machiste, le manque de financement, le harcèlement politique... même lorsque les femmes sont médiatrices politiques et cherchent à rendre les parties (Etat, entreprise, ville) les uns avec les autres pour aider à mieux comprendre et résoudre des problèmes, elles doivent insister sur l'implication du conflit dans les intérêts des femmes et leur participation en tant que garants du respect des accords [

[31\]](#)

».

« ...la question devrait être comment la communauté internationale, notamment les organismes des Nations Unies entre autres, peut aider les femmes à trouver des espaces dans les négociations de paix et dans la politique des États en post-conflit. La responsabilisation et l'action positive sont cruciales. Lorsque le CPA du Soudan a commencé, il y avait des promesses d'inclure les femmes, et quand les négociations ont eu lieu les femmes ont été laissés de côté et n'ont pas été autorisés à participer, ce qui a eu lieu dans presque toutes les négociations de paix à travers le monde. Les femmes ont déclaré que l'ONU leur a échoué en ne défendant pas leurs droits d'être là Tout ce sont des produits de notre mentalité masculine, que les organisations internationales portent ainsi, il est donc impératif de mettre en évidence l'importance de l'inclusion des femmes pour faire avancer vers une meilleure représentation et participation des femmes. Les femmes, tout en étant actives dans la lutte contre leur exclusion, leur combat devrait également comprendre la mise en place de nouvelles stratégies et approches à la table qui peuvent aider à une bonne représentation des femmes [32]

».

« L'égalité des sexes dans la participation politique est une voie pour le développement ainsi que la bonne gouvernance et la démocratie. Le rôle des femmes est essentiel, car il comprend leur autonomisation pour la protection des droits humains des femmes et leur travail pour la prévention de la violence sexuelle... à travers des programmes économiques, entre autres [33]

».

Conclusion

Dans cette discussion il a été convenu que tandis que certaines mesures législatives, telles que les quotas, les politiques de l'État et des résolutions de l'ONU, sont nécessaires pour garantir aux femmes une place à la table de négociation, il a également été convenu que les femmes vivant dans des sociétés dominées par les hommes ne peuvent pas s'attendre que ces mesures soient remis dans leur mains sans un combat. Les femmes ont besoin de s'imposer, non seulement en tant que médiatrices, mais en tant que fournisseurs de solutions aux conflits, elles doivent faire entendre leur voix et devenir des joueurs dans le processus de réconciliation. Elles doivent insister sur leur implication dans la médiation des conflits pour garantir les intérêts des femmes et des autres groupes vulnérables et sous-représentés.

Indépendamment, les femmes ont aussi besoin de l'aide de la communauté internationale par la responsabilisation et l'action positive. Il doit y avoir un fort engagement international d'impliquer les femmes dans les négociations de paix. La participation des femmes doit être obligatoire, comme une garantie de l'égalité du processus de paix.

Un de nos utilisateurs a mentionné que pour garantir l'émancipation des femmes et leur représentation, l'émancipation des hommes est en fait la clé, que la nouvelle situation mondiale nécessite l'évolution des perspectives et afin de garantir le succès et la pérennité de la position des femmes à la table de négociation, il est nécessaire que ce changement vient des hommes, ceux qui comprennent et visent à travailler ensemble et aux côtés des femmes de manière

équilibrée entre les sexes. C'est une question de changer les mentalités non seulement d'imposer de la législation.

Tout au long de l'histoire il y a eu beaucoup de femmes qui ont amélioré ou même conduit le processus de paix dans leur pays. Leur rôle a été très précieux et une source d'inspiration pour les femmes partout dans le monde. Sachant cela, les femmes doivent travailler ensemble, offrir de la formation et du conseil et doivent utiliser leurs réseaux et organisations pour obtenir la meilleur candidate pour le poste, à former les femmes à conduire. Elles doivent aussi changer l'esprit des hommes, prouvant que les femmes sont tout aussi capables et que leurs voix doivent être entendues.